

**Les Organisations Syndicales de l'UES AMONT du Groupe TOTAL
CFE-CGC – CFTC - CGT – SICTAME/UNSA**

TEMPS PARTIEL

La Direction propose de rouvrir les discussions

Depuis l'application du nouvel accord Temps Partiel par la Direction, plusieurs « couacs » ont été constatés, mais le pompon revient à la modification des contrats de travail introduisant la **proratisation des journées d'arrêt maladie**. Sans aucune négociation, ni discussion, la Direction a essayé, maladroitement à travers la signature d'un constat de séance, de nous faire avaler cette couleuvre devenue python.

Pour les Organisations Syndicales, il est hors de question de laisser faire. Les Organisations Syndicales ont adressé des courriers à l'Inspection du Travail pour qu'elle intervienne dans les plus brefs délais. Embarrassée de la tournure des événements, la Direction propose de faire une réunion technique sur le sujet. Une modification de l'accord par avenant pourrait être proposée à la signature des Organisations Syndicales, si jugée nécessaire par les parties.

Cela devra permettre de réviser certaines clauses litigieuses.

A noter qu'une note datée du 31 janvier 2006 et faisant suite à la réunion de la Commission de Suivi Temps Partiel du 23 janvier, a été diffusée par la Direction uniquement aux Gestionnaires de Carrière. Cette note, dont nous n'avons pas pu obtenir de copie malgré notre demande, reprend point par point les différentes interrogations que les salariés nous ont soumises. La Direction a proposé d'en reprendre les éléments dans l'intranet sous forme de questions-réponses.

La question de la dénonciation de l'accord est clairement posée par deux Organisations Syndicales.

Si vos difficultés persistent, nous ne saurions trop vous conseiller de prendre contact rapidement auprès de vos délégués et de nous soumettre vos difficultés.

La Direction doit respecter l'esprit et la lettre des engagements pris.

Attention ! Il est inutile d'indiquer sur les avenants avant signature, comme l'indique FO dans son tract : « Lu et approuvé, sous réserve du résultat des futures négociations demandées par les Organisations Syndicales sur la rédaction d'un nouvel avenant. » Cette phrase n'a pas de valeur juridique.

Ne signez rien sans contacter les Organisations Syndicales.